

Je m'appelle Harvey Bischof et je suis président d'OSSTF/FEESO. J'ai un message pour nos membres de toute la province.

Aujourd'hui, OSSTF/FEESO lancera une approche sans précédent à la négociation dans le secteur des conseils scolaires en Ontario. Plus particulièrement, nous rendrons chacune des étapes du processus de négociation transparentes pour le public.

Nos requêtes de négociation, tant pour les tables centrales du personnel de soutien que du personnel enseignant/suppléant, requêtes qui ont été approuvées par les dirigeants locaux au printemps, sont communiquées au média et au public cet après-midi.

Les requêtes complètes, ainsi que les résumés détaillés, se trouvent à [BargainingForEducation.ca](http://BargainingForEducation.ca).

Nous souhaitons et encourageons le public à examiner de près notre proposition et à la comparer à la voie proposée par le gouvernement et les associations d'employeurs.

Nous prenons cette mesure extraordinaire puisque nous nous trouvons dans une situation extraordinaire. Nous avons un gouvernement et un ministre de l'Éducation qui ont déclaré à maintes reprises leur détermination à « négocier de bonne foi. » Mais leurs actions et dispositions ne cessent de nous répéter que rien de tel ne les intéresse.

L'augmentation unilatérale de l'effectif moyen des classes sur une période de quatre ans, annoncée par le gouvernement en mars, sème déjà le chaos dans nos écoles et ce n'est que le début de la première année.

Ayant créé ce gâchis, le Ministre songe maintenant de manière ouverte à trouver des moyens de remédier à la situation par le biais de concessions des éducateurs à la table de négociation. Autrement dit, le Ministre utilise les élèves et leurs milieux d'apprentissage comme jetons de négociation.

Ce n'est pas une négociation de bonne foi.

À de très nombreuses occasions, l'ancienne et l'actuel Ministre ont affirmé leur souhait de conclure rapidement les négociations. Mais ils ont retardé le processus à chaque étape.

Ils auraient pu permettre un avis de négocier plus tôt, dès le 4 mars. Mais ils nous ont contraints à attendre près de deux mois de plus pour donner l'avis et ils ont ensuite attendu le maximum de 15 jours pour nous rencontrer.

Retarder pendant des semaines n'équivaut pas à négocier de bonne foi.

En fait, alors que nous étions à la table de négociation le 5 juin, nous avons appris par les médias sociaux, et *non pas* des représentants du gouvernement assis en face de nous, qu'une mesure législative était déposée le jour même pour entraver le champ de négociation.

Il s'agit de l'antithèse même de la négociation de bonne foi.

Comme si tout cela ne suffisait pas, le gouvernement aurait pu accepter notre proposition de démarche plus rapide pour régler la répartition centrale/locale. Mais il a plutôt insisté pour le processus long et fastidieux de la Commission des relations de travail.

À la suite de ce processus, même si d'après la loi il doit nous rencontrer dans les 15 jours suivant la décision, il a annulé la seule date qui tombait dans ce délai.

Encore une fois, ce n'est pas une négociation de bonne foi. En fait, les actions menées par ce gouvernement jusqu'à maintenant visent toutes à retarder de véritables négociations et à faire pencher la table de négociation en faveur du gouvernement. Il n'y a eu aucune bonne foi.

C'est pourquoi, pour nos membres, pour nos élèves et pour l'excellent système d'éducation financé à même les deniers publics de l'Ontario, nous adoptons une approche qui est tout à fait en contradiction avec les tactiques du gouvernement.

Bien que leurs déclarations publiques équivalent à des platitudes, à des demi-vérités et parfois à des renseignements délibérément erronés, nous serons directs et transparents.

Nos propositions sont favorables au système d'éducation de l'Ontario, elles conviennent à nos élèves et elles préservent l'avenir économique de la province. C'est un véritable plaisir pour nous de les soumettre à l'examen du public.

Dans les jours et les semaines à venir, nous travaillerons à vous tenir informés par le biais de vos dirigeants locaux, par les sites Web et les médias sociaux de la Fédération, par nos Bulletins de négociation officiels, le moment venu. Je vous invite tous fortement à rester le plus impliqués possible.

Merci.